REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple - Un But - Une Foi

COUR D'APPEL DE DAKAR

TRIBUNAL REGIONAL HORS CLASSE DE DAKAR

2ème CHAMBRE CORRECTIONNELLE

Avant dire droit

AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE
DU 10 MARS 2016

N° ADD 361/2015 du Jugement
N° 865/2015 du Parquet

LE MINISTERE PUBLIC

ET

Boury MBAYE et 252 autres
Me Youssoupha CAMARA
Me M. M. DIENG
Me Abdou Dialy KANE
Me El Hadji DIOUF
Me Assane Dioma NDIAYE
Me Ibrahima MBENGUE
Me Makhfouss THIOYE

CONTRE

1°) Babacar FALL
2°) Omar DIOP
3°) Pape MBAR
4°) Abdoulaye DIENG
Me Ndiogou NDIAYE
Me Malick MBENGUE
Mes Etienne et PADANOU

NATURE DU DELIT

Destruction de bien appartenant à autrui, escroquerie à jugement, faux et usage de faux ;
(Art. 383 du Code Pénal)

DECISION

(Voir dispositif)

A l'audience publique du Tribunal Régional Hors Classe de Dakar (Sénégal) du dix mars deux mille seize tenue pour les affaires de police correctionnelle par Monsieur Mame Ndianco NDIAYE, juge au siège, président de chambre, assisté de Messieurs Papa Abdoulaye DONDE et Adama TRAORE, juges au siège, membres ;

En présence de Monsieur Abdoul Aziz DANFAKHA substitut du Procureur de la République et Maître Daouda DIAW, greffier a été rendu le Jugement ci-après ;

ENTRE :

Monsieur le Procureur de la République, demandeur et suivant exploit du 09 juin 2015 de SCP Maîtres TINE & KAMATE, Huissier de Justice à Dakar;

ET

Boury MBAYE et 252 autres ;

Partie civile, comparant à l'audience en personne par l'intermédiaire de leurs conseils ;

D' UNE PART,

ET LES NOMMES :

1°) Babacar FALL, né le 14 avril 1953 à Dakar, administrateur de Société, demeurant à Cambérène, quartier Mbane ;
2°) Omar DIOP,
3°) Pape MBAR,
4°) Abdoulaye DIENG,

Prévenus de destruction de bien appartenant à autrui, escroquerie à jugement, faux et usage de faux ;

COMPARANT à l'audience en personne ;

D'AUTRE PART,

A l'appel de la cause à l'audience du vingt trois juin deux mille quinze, le Tribunal a fixé la consignation à cinquante mille francs (50 000Frs) l'affaire a renvoyée à l'audience du 28 juillet 2015 pour le paiement, l'affaire sera successivement renvoyée jusqu'à l'audience du 14 janvier 2016, date à laquelle elle est utilement retenue ;

Monsieur le Procureur de la République a exposé que, par exploit du 10 juin 2015 de Issa Mamadou DIA, Huissier de justice à Dakar, Babacar FALL a fait citer directement **Babacar FALL, Omar DIOP, Pape MBAR et A bdoulaye DIENG** à comparaître devant le Tribunal correctionnel de céans pour se défendre en raison de la prévention sus indiquée ;

Le Greffier a tenu note ;

Le Ministère Public a requis l'application de la loi ;

Sur ce, les débats ont été clôturés et l'affaire a été mise en délibéré pour le jugement être rendu le 24 décembre 2015, advenue cette date, le délibéré est prorogé et vidé au 14 janvier 2016 ;

Advenue l'audience de ce jour et le Tribunal, vidant son délibéré conformément à la loi, a statué en ces termes :

LE TRIBUNAL

Vu les pièces du dossier ;
Oui le Ministère public en ses réquisitions ;
Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Attendu que par exploit du 10 juin 2015, de Maître Issa Mamadou Dia ,huissier de justice à Dakar ,les personnes ci-dessous nommés ont cité directement les nommés Babacar Fall ,Omar Diop ,Pape Mbar et Abdoulaye Dieng devant le Tribunal Correctionnel de Céans sous le chef de prévention de destruction de biens appartenant à autrui et en sus de faux et usage de faux et d'escroquerie à jugement pour Babacar Fall ;faits prévus et punis par les articles 409 ,130et suivants et 379 du Code pénal ;

Sur la forme :

Attendu que les conseils des prévenus ont excipé de la nullité de la citation directe en se fondant sur l'article 539 du CPP ;qu'ils ont fait observer que dans la citation directe ,il est mentionné en lieux et places des noms des parties civiles « à la requête de Boury Mbaye et 252 autres dont la liste est jointe »alors qu'aucune liste n'a été jointe sur l'exploit ;que la citation directe ne permet pas une identité complète des parties civiles ;que cela leur fait grief car si en cas de condamnation ,il leur serait impossible de former leur recours ;

Attendu que les conseils de la partie civile ont souligné qu'il a été bien mis Boury Mbaye et les autres dont leurs noms figurent sur une liste en annexe ; qu'elles sont identifiables ;

Qu'ils ont invoqué le principe « pas de nullité sans texte ; que la pièce jointe est la liste des acquéreurs est un élément qui permet d'identifier les victimes ; que l'huissier est un officier assermenté ; que dans la liste, il a donné les noms et leur CNI ; que jusqu'à la fin de l'audience, des personnes peuvent venir se constituer partie civile ;

Attendu que le Ministère Public a déclaré qu'il n'ya pas d'observations à faire ;

Attendu qu'aux termes de l'article 539 du CPP , « Si elle (la citation directe) est délivrée à la requête de la partie civile ,elle mentionne les prénoms ,nom ,profession et domicile réel ou élu de celle-ci » ; Qu'aux termes de l'article 553 du CPP, « la nullité d'un exploit ne peut être prononcée que lorsqu'elle a eu pour effet de porter atteinte aux intérêts de la personne qu'elle concerne, sous réserve, pour les délais de citation, de citations, des dispositions de l'article 541,2° » ;

Attendu qu'il apparaît de la citation qu'à la place des mentions sur l'identification des parties civiles, il est ainsi libellé : « A la requête de Monsieur Boury Mbaye et 252 autres dont la liste est jointe tous demeurant à parcelles Gadaye Extension à Dakar, mais ayant élu domicile en l'étude de son conseil, Maître Assane Dioma Ndiaye, Avocat à la Cour, rue Saba Immeuble Sam Seck, derrière la clinique Fann Hock » ;

Que s'il est vrai qu'il n'a pas été mentionné, les noms prénoms de toutes les parties civiles dans la citation, force est de constater que liste des parties civiles avec leur identification ne peut être dressée que sur des feuilles ou pages distinctes des autres éléments de l'exploit, à savoir l'énoncé des faits et texte qui le réprime ;

Qu'en renvoyant pour l'identification des parties civiles à un liste qui a été jointe , la formalité de l'article 539 a été remplie dans son objet en ce sens que les prévenus ont pu assurer leur droit de défense et en demande reconventionnelle ou recours ,ils pourront identifier facilement ce qui compose cette liste qui s'est muée en association « collectif des acquéreurs de Gadaye Extension» comme il apparaît du procès-verbal d'Assemblée Générale du 14 Avril 2013 ;qu'il échet de rejeter la dite exception de nullité de la citation ;

<u>Sur l'action publique</u> :

Attendu que dans leur acte introductif d'instance, les plaignants ont exposé que la famille Ndiobène de Yeumbeul avait cédé une partie du terrain à hauteur de 09 ha à la société « Technologies 2000»qu'elle a été distraite du TF n°9952/DP inscrite au nom de l'Etat ;

Que pour se prémunir, les mandataires de la famille Ndiobène avaient obtenu l'ordonnance présidentielle du 15 mars 2011 autorisant l'inscription d'une prénotation sur les titres fonciers n°9952/DP ;

Que le terrain de 09Ha est devenu à ce jour le TF N°10182/DP ;

Que la société « Technologies 2000 », après avoir obtenu la radiation de la prénotation inscrite par ordonnance n°1202/2013 du 08 Juillet 2013 et réussi à inscrire une cession du droit au bail sur le site de 04ha 48a 08 ca qu'elles ont acquis entretemps ,avait loué des engins auprès d'Omar Diop et s'est fait assister par la DESCOS pour procéder à la destruction des immeubles qu'elles y ont édifiées ;

Que ces opérations de destructions étaient menées sur indications des employés Pape Mbar et Abdoulaye DIENG qui prenaient des photos et vidéos ;

Que les quatre ainsi précités sont coupables de destructions de biens appartenant à autrui ;

Que le nommé Babacar FALL est, en sus de ce délit, coupable de faux et usage de faux et d'escroquerie à jugement ;

Qu'elles ont soutenu que par fraude que la société »Technologie 2000 » a réussi à obtenir la radiation de la prénotation et de l'inscription de la cession au bail ,en produisant à l'appui de sa requête un faux procès verbal de conciliation et d'extinction du conflit judiciaire ,portant l'en-tête du tribunal régional de Dakar avec la signature de personnes qui n'ont aucune qualité pour engager la famille Ndiobène ; que Souleymane Diop indiqué comme faisant partie des prétendus requérants ayant sollicité la radiation de la prénotation est dans un état végétatif depuis huit (08)ans come en fait le témoignage de son épouse recueilli par exploit de maître Cheikh Tidiane Dioul ;que le sieur Momar Samba répondant à la première question dans la dite sommation : »est ce que vous confirmez que la famille Ndiobène a vendu l'intégralité des 13 ha et demi à la société Technologie 2000 ou les 09ha seulement, il déclare : « la famille Ndiobène de Yeumbeul avait 13ha et demi à Fass Mbao et ses 13ha et demi ont été transférés à Gadaye. M Babacar Fall a donné une avance sur le prix de 09ha devant Notaire qu'il n'a toujours pas complété depuis 2000,Je ne sais pas exactement le montant de la transaction mais il faut se rapprocher du Notaire pour savoir le montant ;Que devant le notaire en 2000 ,il m'a donné de l'argent en guise d'acompte pour les 09ha mais depuis lors ,le sieur Babacar Fall n'a rien versé et depuis plus de 10ans je ne l'ai pas revu » ;que le sieur Samb parlant de la

question des personnes supposées agir au nom de la famille Ndiobène ,à que ces noms qui figurent sur le procès verbal de conciliation ne sont pas e pour représenter et agir au nom de la famille Ndiobène de Yeumbeul .C'est seulement moi Momar Samb ,feu Goth Diop et Seydina Diop qui avaient les procurations pour représenter la Famille de Ndiobène de Yeumbeul et c'était El hadji Momar Marème Diop ,grand Serigne de Dakar qui nous avait élu ,et jusqu'à sa mort en 1985 ,lorsque son fils Ibrahima Diop Momar l'a remplacé comme grand Serigne de Dakar ,il nous a confirmé et nous avons continué notre mission à représenter la Famille Ndiobène de Yeumbeul jusqu'en 2000 » ; qu'à la question de savoir « si le sieur Ibrahima Diop procurataire de la famille Ndiobène est habilité à céder les 04 HA et quelques aux requérants » ,le sieur Samb a répondu à l'huissier que « le sieur Ibrahima Diop est bien membre de la famille Ndiobène de Yeumbeul ,il est le petit fils de feu Momar Khary Diop que la famille Ndiobène de Yeumbeul lui avait cédé qu'une partie du terrain objet du TF N°9952/DP à hauteur de 09Ha » ;

Que parmi les victimes Amary Konaté et Ousmane Thiam ont ajouté n'avoir appris que leurs maisons étaient entrain d'être démolies que le 12 décembre 2013, alors qu'une partie était au pèlerinage à Touba appelé communément « Magal » ;qu'il n'y avait pas de représentant du Préfet, les gendarmes leur ont dit tout simplement que ce sont des ordres ;qu'ils n'ont jamais reçu auparavant de sommation que sur ces entrefaites qu'on leur a montré un protocole signé du tribunal ,un faux protocole où ils ont lu le nom d'un certain Souleymane Diop qui est cloué au lit pendant 03 ans ;

Que le seul vivant des mandataires de la famille depuis 20 ans Momar Samba a dit que depuis 10 ans, ils n'ont pas disposé du reliquat et leur a suggéré de lui demander l'acte de vente ;

Que le nommé Daouda Diop dont Babacar Fall parle n'est pas un légataire ; que Fall a entamé ses négociations ;

Que c'est le nommé Ibrahima Diop qui leur a vendu en fin 2011devant la notaire Patricia Lake Diop et ce dernier est dans la même procuration que ceux qui ont venu Babacar Fall les 09 ha ;que Momar Samb qui les a mis en confiance ;

Que ce n'est qu'en 2013 que le sieur Fall a eu des papiers sur les 4 ha en proposant de l'argent pour lever la prénotation ;

Attendu que Babacar Fall a contesté les accusations de faux et d'escroquerie portées à son endroit en faisant la genèse et la présentation des documents dont il se prévaut ; qu'il a invoqué un état de droit réel qui montre qui a acquis le site de 09 ha par acte de cession notariée avec la famille Ndiobène en 2001 entre les mains de Momar Samba ,Seydina Diop et Abdoulaye Diop ;que c'était une forêt ;qu'il a construit 427 logements et il restait une hectare en friche ;que c'est ainsi qu'il s'est approché de premiers procurataire qui lui ont vendu les 4 ha ;qu'il restait un reliquat et ces derniers avaient inscrit une prénotation ;qu'entretemps les deux Abdoulaye Diop ,Makhtar Diop ont commencé à vendre des parcelles du site ;qu'il avait porté plainte contre eux ;que la section de Recherches les avaient arrêtés ;que cette affaire qui a atterri devant le juge du 3 Cabinet d'instruction qui a fait une ordonnance de renvoi et c'est pendant devant le 1ère Chambre correctionnelle ;que le nommé Issa Laye Diop est celui qui a vendu aux parties civiles ;

Que c'est par la suite pour entamer la deuxième phase ,il a par l'entregent de notables notamment le Khalife Général des Layènes ;qu'il a proposé aux héritiers récalcitrants de l'argent pour obtenir le protocole; que le protocole a été fait par Ibrahima Diop ,Souleymane Diop ,Daouda Diop 1et 2 qui l'ont attraits devant le tribunal et ont été déboutés avant que ladite décision ne soit confirmée en appel ;

Qu'interpellé, Babacar Fall a déclaré que le protocole n'a pas été finalement signé ;

Qu'il a entamé des démarches au niveau de la préfecture pour déguerpir les occupants de son titre ; Que le Préfet lui a écrit une lettre qu'il faut une décision de la justice ; que quand il a obtenu la radiation de la prénotation et une décision de débouté confirmée en appel, il est allé voir la DESCOS qui lui a demandé les moyens ; que c'est ainsi qu'il a signé un contrat de location avec Omar Diop ;

Attendu qu'Omar Diop tout en reconnaissant avoir loué deux engins 9666à la société de Babacar Fall,a précisé qu'il n'a pas signé de contrat de location ;qu'il ne savait pas ce qu'il devait faire ;que depuis 2004 ,il a l'habitude de louer au sieur Fall des engins ;que ce sont ces chauffeurs qui étaient partis qui lui ont dit qu'il y avait des échauffourées ;qu'il a appelé Babacar fallu qui lui a rassuré qu'il y avait les éléments de la DESCOS pour sécuriser les lieux ;que els démolitions ont duré une journée ;qu'interpellé sur la nature des engins loués ,il a expliqué que les engins 9666 peuvent faire le nivellement ,le terrassement ,le chargement et la démolition ;

Attendu que Pape Mbar qui se dit ferrailleur dans l'entreprise du sieur Babacar Fall qui se trouve être son oncle a expliqué avoir été trouvé sur les lieux par l'Adjudant Lô de la DSCOS qui lui a demandé les limites de la cité ;qu'il lui a montré les limites qu'il connait bien par ce qu'il habite dans la cité et travaille dans l'entreprise ;que ce sont les gendarmes de la DSCOS qui indiquaient les maisons à démolir ;

Attendu qu'Abdoulaye Dieng a quant à lui déclaré avoir lui aussi indiqué les gendarmes les limites du terrain puisqu'il est employé comme commercial dans l'entreprise ; Que lui et pape Mbar étaient ensemble sur les lieux ;

Attendu que le nommé Makhtar Diop entendu à titre de témoin, a déclaré que Fall n'a payé que les 9ha ; qu'Ibrahima Diop dit Gotte procurataire qui a vendu les victimes

Attendu que les conseils de la partie civile ont tous soutenu que Babacar Fall plus connu sous le nom de Mbaye Fall ne peut se prévaloir d'aucune décision de justice ;

Que l'article 86 du Code de l'Urbanisme dans sa partie législative prévoit un certain nombre de préalables pour détruire les constructions appartenant à autrui ;

Que la lettre du préfet à Mbaye Fall soumet la destruction à la condition d'une décision de justice ; Que la DESCOS est ampliataire de la lettre du préfet ;que pour montrer à la DESCOS qu'il a tous les papiers ,il cherche un procès verbal de conciliation pour obtenir la main levée de la pré notation ; que Souleymane Diop et Daouda Diop n'étaient pas présents à cette réunion ; Que le protocole porte la signature bien faite d'un grabataire Souleymane Diop dont la dame Ndèye Gning son épouse dit qu'il malade et aveugle depuis 08 ans et l'entête du tribunal et la mention République du Sénégal ;

Qu'ils ont aussi fait remarquer que les requérants ont été représentés par avocats(Mes Khalilou Sèye et Ibrahima Diawara) mandat ad litem alors qu'à fin de la requête ,les noms des avocats n'apparaissent et c'est plutôt les autres qui signent ;

Que l'usage du faux est indiscutable ;

Qu'à partir de ce faux ,Mbaye fall est parvenu à obtenir la radiation ;

Que le délit d'escroquerie est aussi établi à son encontre ,selon les conseils des parties civiles

Qu'il a attendu la veille du Magal pendant que toutes les autorités sont détournées ailleurs pour après se munir de ces deux faux ,d'un procès verbal ,engager 50lutteurs pour encadrer l'opération, des engins du carburant ,ses hommes pour indiquer le site ;

Qu'Oumar Diop a loué des engins qui ne peuvent servir qu'à des démolitions ;

Qu'on lui a dit que les chauffeurs ont des démêlées ;

Que les infractions de destructions de constructions appartenant à autrui sont largement constituées à leur égard ;

Qu'on les appelle co-auteurs ou complices ;

Que s'agissant Pape Mbar et Abdoulaye Dieng, c'est eux qui pointaient du doigt les maisons à détruire et ne sont pas sans savoir si leur patron a un papier ;

Attendu que le représentant du Ministère Public a requis l'application de la loi ;

Attendu que le conseil d'Omar Diop ont soutenu que les Etablissements Omar Diop sont spécialisés dans la location d'Engins ; que le prévenu Diop n'a pas commis autre chose personnellement ; qu'il n'était pas dans le site ;que la responsabilité pour fait d'autrui n'existe pas ; qu'aucun élément matériel n'a été posé ;qu'on est entrain de glisser subrepticement dans le domaine en disant qu'il a fourni des engins avec connaissance de cause ;qu'Omar Diop n'avait aucune obligation de savoir à quel fin on a demandé à louer les ;que la connaissance de cause doit être établie suivant l'article 414 CPP.

Qu'il ne sait rien de ce que son locataire va faire de ses engins ;

Que depuis 2003, il a toujours mis à la disposition du locataire des engins ; que la matérialité pose problème, aussi l'élément intentionnel qui est la volonté irrévocable de commettre l'infraction ;

Que l'avocat du prévenu Diop a plaidé ainsi le renvoi des fins de la poursuite sans peine ni dépens ;

Attendu que le conseil de Babacar Fall, Pape Mbar et Abdoulaye Dieng ont également plaidé la relaxe pure et simple ;

Qu'il fait noter que Mme le juge en ordonnant la radiation n'a pas apprécié un procès verbal de conciliation judiciaire mais il ya le contenu ;

Qu'il fait préciser que Souleymane Diop qui serait végétatif n'est pas celui qui a été mandaté trois mois avant la signature du dit protocole ;qu'il ne doit pas y avoir de confusion entre le Souleymane dont parlent les parties civiles et Souleymane Diop fils d'Alioune Diop ,chef de quartier ;

Qu'il n'y a pas de faux accords entre les parties civiles ; qu'on ne peut pas fermes les yeux sur les actes de cessions notariées, les bordereaux analytiques collationnés ;

Que pour le délit de destruction, ce n'est pas Babacar Fall qui s'est adressé au Préfet mais le chef de service Régional de l'Urbanisme ; que les sommations ce n'est pas Babacar Fall qui les a faites ;

<u>Avant dire droit :</u>
Attendu qu'en l'espèce c'est le procès verbal de conciliation du 20 mars 2013 qui est incriminé comme étant faux et qui lui est fait grief de comporter la signature de Souleymane Diop malade depuis 08 ans et celle de Daouda Diop non présent à la dire réunion et que l'acte comporterait le timbre du tribunal régional de Dakar ;

Que ce procès verbal de conciliation fait suite ,selon le prévenu Fall à une réunion tenue sous la houlette du sieur Mamadou Lamine Laye, chef religieux de la communauté des Layènes ;qu' il a été produit un protocole d'accord du 17 mars 2013 portant la signature de témoins et les numéros de carte d'identité des personnes dont les signatures sont remises en cause et les procès verbaux de leurs familles mandantes respectives ;

Que la sommation interpellative par exploit du 06 juillet 2015 de Maître Momar Owens Ndiaye, huissier de justice à Dakar, l'épouse de Souleymane Diop , Ndèye Gning a déclaré que son mari est malade et aveugle depuis 08 ans et ne peut être en mesure de signer ni la requête aux fins de pré notation du 03 Mars 2011 ni la requête aux fins de radiation du 05 mars 2013 ni l'assignation en annulation du 22 février 2011que Souleymane Diop, le signataire du procès verbal de conciliation ;que cependant ,il n'est précisé dans l'exploit l'identité complète du sieur Souleymane Diop alors qu'il apparaît dans le protocole d'accord signé de témoins qu'il s'agit de Souleymane Diop CNI 1751 194602320,représentant de la famille d'Alioune Diop ;

Que l'identification du nommé Souleymane Diop et des deux Daouda Diop qui sont au cœur de l'ordonnance de prénotation et l'assignation en annulation de la vente est une nécessité absolue pour la manifestation de la vérité ;

Que par ailleurs, la lettre du préfet dont Babacar Fall aurait montré au service Départemental de la Surveillance et du contrôle des sols(DSCOS) n'a pas été retrouvé ; que s'il est produit, il demeure que les victimes n'ont pas produit leurs actes de vente notariés pour permettre au tribunal d'être à même d'apprécier la légalité de la démolition ;qu'enfin , la plupart des victimes se sont bornés à invoquer des pertes sans apporter les justificatifs nécessaires pour l'évaluation de leurs préjudices ;qu'aussi ,il est nécessaire de faire la situation des constructions démolies ;

Qu'en considération de toutes ces raisons, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article 450 du CPP et d'ordonner un supplément d'information qu'il sera confié au juge Mame Ndianco Ndiaye ;

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière correctionnelle et en premier ressort ;

Sur la procédure :

- *Rejette l'exception de nullité de la citation comme mal fondée,*
- *Déclare la procédure régulière ;*

Au fond :

Avant dire droit :

- *Ordonne un supplément d'information*
- *Désigne le juge Mame Ndianco NDIAYE pour y procéder conformément aux articles 105 à 109 et 142 à 148 du CPP*
- *Renvoie à l'audience du 28 Avril 2016 pour le dépôt des pièces du supplément d'information ;*

En foi de quoi, le présent jugement a été signé par le Juge qui l'a rendu et par le Greffier, les jour, mois et an susdits.

Le Président *Le Greffier*

POUR EXPEDITION CERTIFIEE
CONFORME
25 MAI 2016
LE GREFFIER

Maitre Assane SALL

République du Sénégal ★ TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE HORS CLASSE DE DAKAR ★ L'Administrateur de Greffe